

## Peace Needs in the DR Congo -

### Local and International Strategies for Conflict Resolution”

### Réseau Oecuménique de l’Afrique Centrale (OENZ) et Fondation Heinrich-Böll (hbs)

Berlin, les 10 et 11 Juin 2010

A l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance de la République Démocratique du Congo (RD Congo) le 30 juin 2010, le « Réseau Œcuménique Afrique Centrale » (OENZ) et la fondation Heinrich Böll ont organisé une conférence d'experts de deux jours. Quatre panels de discussion se sont succédés, au cours desquels des représentants de l' UE, de l' ONU, de groupes de défense des droits humains et d'instituts de recherches locaux, ainsi qu'un public constitué de représentants des œuvres de charité, des médias, des ministères et des ONG ont discuté sur les axes principaux du conflit en RD Congo et ont cherché des possibilités d'interventions prometteuses.

Le thème central de la conférence a été le conflit d'intérêt entre la responsabilité du gouvernement congolais et de la société civile d'une part et les interventions internationales d'autre part.

Concernant la Réforme du Secteur de Sécurité, le général Jean-Paul Michel, chef de la Mission de l' EUSEC en RD Congo a évoqué les difficultés de sa mission : l' EUSEC dispose de ressources humaines et financières limitées et ne peut, de ce fait, qu'agir en tant que soutien à l'armée congolaise, celle-ci devant constituer le véritable moteur de la réforme. Le succès de l' EUSEC est cependant freiné par le fait que son mandat doit être renouvelé tous les ans, par la période d'emploi courte du personnel, par le manque de flexibilité des instruments de financement de l'UE, par le manque de ressources ainsi que par la multiplicité et le manque de coordination des activités des différents acteurs internationaux. Le manque de coordination parmi les bailleurs de fonds ainsi que l'absence d'une stratégie cohérente à l'égard du gouvernement congolais entravent également la capacité d'action de la mission des casques bleus de l'ONU, la MONUC. Christian Manahl, directeur de la MONUC dans l'est de la RD Congo considère limitée la marge de manœuvre de sa mission, tant que la volonté de réforme du gouvernement congolais ne sera pas suffisamment présente. « Le Congo est ce que les congolais veulent en faire, ni plus ni moins ».

Les représentants des organisations des droits humains congolaises ont appelé la communauté internationale à contribuer plus activement à mettre un terme à l'impunité systématique des auteurs de crimes de guerre. Il est selon eux important de mettre en place des tribunaux mixtes, occupés à la fois par des juges locaux et externes. Les victimes d'attaques et d'actions militaires n'ont pour l'instant touché aucune réparation. Les ambassades de l'UE devraient appliquer leurs mécanismes de protection des défenseurs des droits humains et des témoins de crimes de guerre de manière cohérente, de sorte à garantir aux représentants de la société civile une protection contre les persécutions politiques expliquait Jean Claude Katende, Directeur de l'ASADHO, un réseau des organisations des droits de l'homme dans la RDC.



Foto 1 : Panel 1 avec René Ngongo, Christian Manahl, Gen. Michel, Kirsten Maas-Albert

Dans les cinquante dernières années, les ressources naturelles abondantes de la RD Congo n'ont enrichi qu'une infime élite politique, militaire et économique et ont financé la guerre continuelle entre l'armée, les groupes d'opposition, les milices illégales, et les interventions militaires des États voisins. L'exploitation des ressources naturelles doit être démilitarisée et effectuée sous surveillance étatique, de sorte à accéder à plus de transparence dans ce secteur.

L'octroi de certificats de provenance ainsi que l'établissement de centres de commerce contrôlés par l'état ou la communauté internationale pourraient ainsi contribuer à long terme à utiliser les recettes du commerce des ressources naturelles au bénéfice de l'ensemble de la population. Le détenteur du prix Nobel de la paix alternatif „Right Livelihood Award“ René Ngongo, originaire de Kinshasa, a en outre martelé qu'il est de l'intérêt des nations occidentales industrialisées, de faire de la RD Congo un partenaire stable et démocratique, compte tenu du fait que le pays est l'exportateur le plus important de ressources minérales et qu'il abrite la seconde forêt équatoriale de la planète. Une nouvelle crise politique en Afrique centrale serait de loin plus dangereuse et plus coûteuse que tous les coûts de stabilisation actuels.

Le panel de discussion sur les élections de 2011 a montré que l'importante réforme des institutions démocratiques initiée en 2006, est quasiment restée lettre morte. En 2010 il n'existe toujours pas de commission électorale indépendante chargée d'organiser des élections justes et transparentes pour 2011. Les représentants des ONG locales ont appelé la communauté internationale à conditionner l'aide financière accordée à la RD Congo aux efforts accomplis dans les domaines de la démocratisation et de la décentralisation et d'exiger le strict respect des droits humains. Selon eux on ne peut se satisfaire simplement de la tenue des élections présidentielles en 2011. C'est seulement lorsque le processus de démocratisation sera ancré au niveau provincial et local que les citoyens pourront réellement demander à leur gouvernement de rendre compte de ses actes.

Les revendications principales de la conférence ont été :

- La mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante chargée d'éclaircir les circonstances du décès de Floribert Chebeya.
- Le respect par les ambassades et organisations européennes en RD Congo des lignes de conduite établies par l'UE pour les défenseurs des droits humains.
- Un engagement du personnel plus intensif, l'envoi d'experts –et le cas échéant de militaires- auprès de la MONUC, de l'EUSEC et de l'EUPOL.
- Un engagement international pour la tenue d'élections présidentielles et communales justes et libres en 2011.
- Des efforts plus intenses en matière de décentralisation et d'établissement de structures démocratiques au niveau provincial.

- Le développement et le respect d'une stratégie commune de développement par les donateurs américains et de l'Union Européenne. Celle-ci doit être contrôlée par des benchmarks et son non-respect doit être vigoureusement sanctionné.
- Plus d'efforts dans la Réforme du Système de Sécurité. Vérification du passé de tous les officiers FARDC en rapport avec de potentielles violations des droits humains et s'il y a lieu, poursuites judiciaires et exclusion des FARDC.
- Les offres de démobilisation à l'intention des anciens combattants –en particulier des FDLR et des membres du CNDP- doivent être rendus plus attractives et contenir un pacte socio-économique d'aide à la réinsertion étalé sur au moins 24 mois.
- Aller au-delà de l'offre de ReJusCo en soutenant concrètement l'établissement du système judiciaire.
- Associer l'initiative de désendettement du FMI à des conditions relatives aux droits humains.
- Mettre en œuvre et élargir le projet de certification des ressources minérales, établir un réseau national de bureaux de commerce des ressources naturelles, au sein desquels les extracteurs peuvent directement vendre leur minerai à un prix équitable. Ceci doit conduire à évincer du commerce des minéraux les commerçants intermédiaires illégaux et à démilitariser le secteur des ressources naturelles.
- Protéger la forêt équatoriale intacte de la RD Congo contre l'exploitation, l'établissement sauvage d'installations humaines et la destruction au travers d'un programme complet d'éducation des populations locales. Établissement de contrôles sévères des entreprises locales et internationales d'exploitation forestière.

### **Remise du premier prix œcuménique de la paix à Raphaël Wakenge.**

Au soir du 10 Juin 2010 l'ÖNZ a remis le premier prix œcuménique de la paix à Raphael Wakenge et son organisation „Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix“. Le combat de Raphael Wakenge représente le quotidien de nombreux défenseurs des droits humains congolais, en ceci qu'il s'engage depuis des décennies pour les droits des victimes de violences et d'exploitations militaires. L'exemple de son collègue Floribert Chebaya assassiné le 02 Juin 2010 montre clairement les dangers auxquels les critiques du gouvernement congolais s'exposent.



Claudia Roth remet le premier prix œcuménique de la paix à Raphael Wakenge.